

Une nouvelle histoire des Tsiganes ?

Ilse ABOUT

Alors que l'Europe peine à lutter contre les discriminations dont les Tsiganes sont victimes sur son territoire, un ensemble de travaux récents montre comment, depuis le Moyen Âge, l'effacement des différences qui caractérisent les populations tsiganes a conditionné leur marginalisation croissante.

La manière dont est discutée et envisagée la position des populations tsiganes dans l'Europe contemporaine repose en grande partie sur un déficit de connaissances historiques. Le refus de tenir les migrants originaires de Roumanie ou de Bulgarie pour des migrants intracommunautaires, l'assimilation entre les conditions de vie souvent précaires de certains d'entre eux et un mode de vie supposément assumé voire choisi, le doute porté sur une « capacité à s'intégrer » et à opter pour un hypothétique modèle commun, la confusion réitérée entre les migrants récents et les populations tsiganes historiques, regroupées en France dans une catégorie administrative spécifique qui stigmatise les « Gens du voyage », toutes ces positions prospèrent sur la base d'une infinité de simplifications historiques. Les filtres élaborés par les sciences humaines pour aborder les questions sociales ne semblent ainsi plus fonctionner lorsqu'il est question de ces populations, ce qui ouvre la voie à des généralités, approximations et opinions schématiques qui seraient unanimement condamnées s'il s'agissait d'un tout autre groupe. La répétition, parfois mystérieuse, des préjugés les plus anciens se nourrit de nombreuses lacunes engendrées notamment par la visibilité aléatoire d'une histoire très peu représentée dans les instances académiques. Elle se nourrit aussi du déni et d'une amnésie collective que les historiens peinent à renverser. Néanmoins, ces dernières années, la production historiographique a connu un renouvellement profond qui manifeste à la fois l'opiniâtreté d'une nouvelle génération de chercheurs et la constitution d'un socle de connaissances de nature à transformer profondément le regard du grand public comme celui de la communauté scientifique.

La fabrique médiévale de l'exotisme

L'un des apports fondamentaux des travaux portant sur la fin du Moyen Âge et l'époque moderne tient dans la démonstration des multiples aspects de l'ancrage social et territorial des populations tsiganes en Europe. L'enjeu principal de ces études est de mettre à distance la perspective d'une origine hypothétique et lointaine pour déconstruire le mythe d'une migration homogène, située dans le temps et l'espace (qu'on suppose qu'elle parte d'Inde ou d'ailleurs). La question reste essentielle, puisqu'elle sous-tend l'idée que les populations tsiganes n'appartiennent pas véritablement au monde et au mode de vie européen et que leur position de citoyen reste sujette à caution. L'hypothèse même de cette séparation ontologique semble justifier par ailleurs toutes les modalités d'un traitement spécifique et « adapté », supposément commandé par une différence fondamentale.

Les difficultés rencontrées par les historiens sont nombreuses : pour saisir les diverses formes d'un ancrage local et les modalités de cette inclusion, il faut surmonter l'obstacle de la

désignation, qui recourt bien souvent au registre du lointain et de l'exotisme ; une retranscription fine des sources permet cependant de faire émerger, d'une part, la nature d'une singularité, anthroponymique, vestimentaire ou professionnelle et, de l'autre, son caractère ordinaire et son inscription dans le régime des multiples singularités caractéristiques des flux, des circulations, des espaces frontières et des zones de contact de la Méditerranée et de l'Europe.

L'appellation *Roms* (ou *Rroms*) est couramment employée aujourd'hui pour parler de communautés également désignées par des termes désormais considérés comme péjoratifs, tels que *Gypsies*, *Zigeuner* ou *Zingari*. La prédominance d'un groupe (les *Roms*) sur tous les autres, tels que les *Gitans* ou *Sinti* (*Manouches* en français) a inspiré l'adoption de nouvelles expressions telles que *Roma et Sinti*, qui se diffusent auprès des acteurs institutionnels. En français, *Tsiganes* reste employé, notamment dans le titre de la revue [Études tsiganes](#), d'autres termes chargés négativement, issus de la langue courante ou du vocabulaire administratif, tels que *Romanichels* ou *Nomades*, ayant été abandonnés. Le monde académique anglo-saxon privilégie le terme *Romani*, qui désigne un ensemble de langues dont les trois principaux groupes sont le *Vlax Romani*, le *Balkan Romani* et le *Sinte Romani*. C'est ce terme que l'on retrouve dans le titre de la revue [Romani Studies](#), qui a succédé au *Journal of the Gypsy Lore Society*, et dans le vaste projet dirigé au sein de l'Université de Manchester par Yaron Matras, [Romani Project](#). [Romani Linguistics and Romani Language Projects](#).

Dans *Tsiganes, premiers regards. Craintes et fascination dans la France du Moyen Âge* (Lyon, Fage, 2014), Denis Bruna entreprend l'étude de l'iconographie produite en France entre le XV^e et le début du XVI^e siècle et s'appuie sur un croisement inédit de sources visuelles et écrites (chroniques, sauf-conduits, comptes urbains et délibération des communes). Il constate que des groupes importants de plusieurs dizaines d'individus, guidés par ceux que les documents désignent comme duc ou comte de Petite-Égypte, circulent couramment en Provence ou en Flandres dès les années 1410. Lettres et sauf-conduits témoignent à la fois de l'accueil des prélats, seigneurs ou échevins et du statut élevé de ces nobles qui, pour certains, se rendent à Rome en 1422 et obtiennent une bulle papale de protection exhibée à plusieurs reprises, à Amiens en 1427, à Rotterdam en 1429 ou à Nevers en 1436. L'accueil et la générosité des communes qui assurent parfois un séjour paisible traduisent l'échange négocié de services qui vont de l'assistance militaire à la production de spectacles. Bonne aventure et autres pratiques divinatoires jugées sévèrement dans les sources religieuses montrent *a contrario* le caractère régulier d'une activité inscrite dans l'ordre quotidien des pratiques populaires. Dès lors, la traduction visuelle de cette présence, sur de multiples supports (enluminures, gravures, tapisseries), ne peut être envisagée comme la simple naissance d'un motif original, mais comme la composante d'un imaginaire qui s'inspire de son environnement immédiat. L'ouvrage de Denis Bruna montre ainsi que les figurations de la chiromancie, de la vie quotidienne des familles tsiganes participent d'une invention occidentale de l'Orient et de l'exotisme, tout comme les images bibliques qui emploient des motifs bohémiens, du passage de la Mer rouge à la Fuite en Égypte.

Du XV^e siècle à nos jours, cette transformation des sujets en « modèles » employés pour évoquer le mystère, la magie et l'inconnu compose ainsi la matrice d'une longue histoire des images (voir Nicholas Saul, Susan Tebbutt dir., *The Role of the Romanies. Images and counter-images of "Gypsies"-Romanies in European cultures*, Liverpool, Liverpool UP, 2004). Cette analyse sous-tend une autre histoire, détachée des constructions imaginaires et centrée sur une présence des populations tsiganes dans leur ensemble dont l'amplitude numérique, la diversité et les fonctions émergent de plus en plus nettement.

Les contributions réunies dans plusieurs ouvrages collectifs dirigés par Felice Gambin (*Alle radici dell'Europa. Mori, giudei e zingari nei paesi del Mediterraneo occidentale*, Firenze, SEID, 3 vol. : 2008 [*secoli XV-XVII*], 2010 [*secoli XVII-XIX*], 2011 [*secoli XIX-XXI*]), et le numéro récent de la revue *Quaderni Storici* dirigé par Massimo Aresu et Henriette Asséo (« Zingari: una storia sociale », *Quaderni Storici*, vol. 49, n° 2, 2014) permettent de mieux comprendre la trajectoire des groupes dénommés, suivant les sources, *Aegyptioni*, *Zingari* ou *Cingari*. Issus des migrations de réfugiés chrétiens, des États grecs médiévaux et balkaniques vers les États méditerranéens et continentaux de l'Europe, ils s'intègrent aux circulations qui s'étendent sur près d'un siècle, du milieu du XIV^e à la chute de l'Empire byzantin vers 1460. Ces travaux montrent que l'histoire des Tsiganes de la Méditerranée et de l'Europe recoupe celle des grandes recompositions démographiques et des circulations qui accompagnent l'expansion de l'empire ottoman et la dislocation du monde byzantin, résultats qui confirment et approfondissent les intuitions formulées dès 1961 par le byzantiniste George C. Soulis (« The Gypsies in the Byzantine Empire and the Balkans in the late Middle Ages », *Dumbarton Oaks Research*, n° 15, 1961, p. 141-165). Cette circulation ne s'est pas exercée uniquement par les routes continentales de la Méditerranée orientale vers l'Occident, mais aussi par les routes des îles, entraînant une implantation citadine structurée dans toutes les cités de l'Italie du Sud, en Sardaigne et en Sicile, ainsi que dans toute la péninsule ibérique. Cette circulation est notamment contrôlée par Venise et Gênes, qui sont alors maîtres du commerce des hommes et des biens en Méditerranée. Parallèlement au cas espagnol déjà bien étudié, l'exemple des implantations tsiganes en Italie démontre une intégration ancienne et profonde dans les États de la péninsule. Au cours des XIV^e et XV^e siècles, l'ancrage citadin est le modèle dominant en Italie et en Espagne : Naples possède un *borgo degli Zingari* ; Jesi, dans le Molise, est appelée *Castrum Giptiae* (c'est-à-dire la *place forte*, au sens médiéval, *des Tsiganes*). Les travaux d'Elisa Novi Chavarria sur la ville de Naples ont prouvé que les Zingari méridionaux n'étaient ni des marginaux, ni des nomades aux habits singuliers et aux coutumes étranges, mais bien une des composantes des sociétés urbaines (*Sulle tracce degli zingari, Il popolo rom nel Regno di Napoli, Secoli XV-XVIII*, Alfredo Guida, Naples, 2007). Ces conclusions rejoignent celles de Massimo Aresu, qui a exploré les archives en Sardaigne (*La Coesistenza oubliée. Tsiganes, pouvoirs et construction de la déviance dans la Sardaigne d'Ancien régime*, Thèse d'histoire, Paris, EHESS, 2012). Les registres paroissiaux révèlent notamment les généalogies et l'assise territoriale propres à des réseaux familiaux consolidés localement au fil des siècles et reliés en tous points à la société de l'île : l'acquisition du statut de *vecinos* (résidents), la citoyenneté locale en Sardaigne, est ainsi une donnée systématique de cette présence.

Dans la Méditerranée orientale, les Tsiganes autochtones sont passés sous l'autorité des sultans à mesure de la progression ottomane, et les travaux novateurs de Faika Çelik et Ömer Ulusoy sont venus confirmer la diversité des mondes tsiganes dans les territoires ottomans. Sur le plan religieux, Benedetto Fassanelli a montré comment ces présences tsiganes gravitaient, dans cette partie de la Méditerranée, entre christianité et islam. En Roumélie, portion du territoire européen sous contrôle ottoman qui recouvre les États actuels des Balkans, la Bulgarie et une partie de la Roumanie, une administration spécifique de ces communautés est créée et concerne les *Cingene*, appelés aussi *Tchinghianés*, *Chinganeh* ou *Kiptî*, qui sont soumis à une capitation unique, la *cizye* ou *haraç*, qu'ils soient chrétiens ou musulmans, itinérants ou domiciliés, dont les montants rapportés par les sources traduisent l'importance numérique des populations. Le sultan créa à Istanbul des quartiers qui se sont maintenus jusqu'à nos jours, notamment à Sulukule. La destruction de ce quartier en 2012 a fait disparaître la trace presque millénaire de l'une des plus anciennes communautés romanes de la Méditerranée. Dans les territoires placés sous sujétion ottomane, le cas des provinces

danubiennes de Moldavie et de Valachie devenues, au XIX^e siècle, la Roumanie historique a été particulièrement bien étudié par Viorel Achim et Petre Petcuț, dont les travaux exposent le seul cas de mise en servitude de catégories variées de captifs achetés sur les marchés d'esclaves chrétiens de Ragusa (Dubrovnik) ou Istanbul, et que l'on désigne par le générique *Tigani*. Dans cette région, l'esclavage de ces vastes communautés est aboli au milieu du XIX^e siècle et leur émancipation conduit à une intégration durable dans tous les bourgs et cités. Ils forment encore à l'heure actuelle un dixième de la population nationale roumaine.

Inscriptions sociales et territoriales à l'époque moderne

Les limites de l'intégration observée entre le XV^e et le XVIII^e siècles ne proviennent pas d'une hypothétique marginalité sociale mais reposent sur une appartenance à l'Église grecque des origines, qu'elle soit catholique ou orthodoxe. Les Zingari ou Gitanos, de rite grec ou byzantin, font l'objet des attaques répétées de l'Église catholique, surtout après le concile de Trente, en 1563. L'essentiel des édits de répression des États du Pape s'explique ainsi par la volonté d'éradiquer cette appartenance religieuse à laquelle on associait l'art divinatoire. Dans certaines parties de l'Italie, et en particulier à Rome, la répression culmine sous le pontificat de Pie V (1566-1572) par la condamnation aux galères, qui fut l'un des instruments de dislocation de ces communautés urbaines jusqu'au XVII^e siècle, dans toute la chrétienté méditerranéenne, en particulier dans la France de Louis XIV et Colbert. Selon Henriette Asséo, les *Bohémiens* du royaume de France peuvent être repérés, particulièrement au XVI^e siècle, grâce à l'entrelacs des relations établies avec les noblesses locales. Structurés en compagnies militaires, certains groupes subirent une répression brutale, qui suit la déclaration royale de 1682 contre ces communautés et ceux qui leur donnaient retraite : l'objectif était d'abattre la protection que les nobles accordaient aux *Capitaines de Bohémiens* faisant partie de leur garde rapprochée, suivant un modèle institué entre 1500 et 1550 dans le duché de Piémont-Sardaigne, l'ensemble du royaume de France et les Flandres, ainsi que dans les pays germaniques ou dans le Grand-Duché de Lituanie, dit aussi russo-lituanien.

Jusqu'à la fin du XVII^e siècle, deux modèles, celui des compagnies militaires et celui des implantations urbaines, dans la France du Sud, l'Espagne et l'Italie surtout, coexistent et structurent l'ancrage des Tsiganes en Europe occidentale. C'est ce qui explique les diverses incorporations des figures multiples des *Bohémiens*, *Gitans* et *Zingari* à l'âge baroque. Les artistes exploitent une triple dimension militaire, orientale et antique : au milieu du XVII^e siècle, une *Stanza della zingara* est même installée au cœur de la Villa Borghèse à Rome et s'organise autour d'une statue de jeune femme, réemploi de statue antique, dont le drapé orné d'aigles et de dragons héraldiques incarne les armes de la maison Borghèse. Une tradition picturale inaugurée par l'école du Caravage répète à l'infini le thème de la diseuse de bonne aventure, placée dans l'intimité de la bourgeoisie et de la noblesse urbaines. L'aptitude à prédire l'avenir entoure les Bohémiennes d'un halo complexe de respect et de méfiance. Durant la période européenne de la chasse aux sorcières (1550-1690), les Bohémiennes et même les Gitanes d'Espagne, pourtant surveillées par l'Inquisition, ne sont jamais brûlées comme sorcières. Ceci s'explique tout à la fois par l'affirmation sociale du *mestier de bohémienne* et par le développement de la figure baroque de *Belle Égyptienne*. Cette figure s'invite dans la constitution même de la littérature romanesque comme dans *La Celestina* de Fernando de Rojas et surtout dans la nouvelle de Cervantes, *La Gitanilla*. Les *entrées d'Égyptiens* animent aussi les ballets de cour et le théâtre de Molière ; les *zingaresche* italiennes deviennent un genre musical et théâtral à part entière à partir des années 1680. L'ambivalence des images et la prégnance de ces figures sont au cœur de l'étude panoramique, centrée sur l'époque moderne, menée récemment par Klaus-Michael Bogdal,

qui embrasse l'ensemble des littératures occidentales dans son ouvrage *Europa erfindet die Zigeuner. Eine Geschichte von Faszination und Verachtung* (Suhrkamp, Berlin, 2011).

En dépit d'une vogue artistique considérable, les caractéristiques culturelles des sociétés tsiganes sont la cible d'une répression qui s'accroît à partir du XVIII^e siècle. Dans le royaume d'Espagne, l'acharnement exercé par la monarchie catholique à l'encontre des *Gitanos* est encouragé par le mouvement anti-tsigane des *letrados*, universitaires humanistes qui construisent le schéma de la *nation errante* en lui déniaient le droit de se considérer comme un peuple doté de coutumes, d'une langue authentique et de costumes traditionnels. Cette théorie particulièrement retorse se retrouve incorporée à la littérature anti-tsigane qui prospère dès le XVII^e siècle et se prolonge jusqu'au XX^e siècle. Une rafle vise en 1749, dans toute l'Espagne, l'ensemble des communautés citadines et villageoises, et les familles gitanes subissent une détention dans les arsenaux, accompagnée d'une confiscation de leurs biens. L'amnistie, décidée en 1783, ne permet pas un retour à la prospérité et provoque un déclassement général : le terme même de gitan devient alors interdit d'usage, comme le note Richard Pym dans *The Gypsies of Early Modern Spain, 1425-1783* (Basingstoke, Palgrave, 2007). Au XIX^e siècle, les Gitans de Grenade sont ainsi contraints de s'installer dans des habitations troglodytes, tout en développant l'art musical du flamenco qui exprime la nostalgie d'un passé révolu. Le paradoxe, qui voit coexister en Espagne un syncrétisme culturel remarquable et un déclin social, est patent : alors que les Gitans sont relégués aux marges de la société, le gitanisme s'impose comme un phénomène culturel qui engage toute l'hispanité, des cafés urbains du XIX^e siècle à la modernité du *Romancero gitano* composé par Federico García Lorca dans les années 1920.

Diversité sociale et dénationalisation politique contemporaines

Au cours du XIX^e siècle, la diversification des sociétés tsiganes s'accroît. En premier lieu, la constitution des États sur la base du principe des nationalités modifie la typologie des communautés romanes dans l'Europe entière. Par exemple, celles de Serbie, dont la présence est attestée depuis le XIV^e siècle, sont rassemblées dans un *sandjak* (bannière), à la suite d'un enregistrement spécifique, attachées à la défense des princes et forment les *Serbika-roma* ; celles de Transylvanie, issues d'une colonisation du XVIII^e siècle voulue par Marie-Thérèse et Joseph II, sont enregistrées comme *Ungrari-roma*. On assiste donc à une qualification des communautés sous l'effet des recompositions nationales, et ce qui apparaît aujourd'hui comme une classification anthropologique des Roms (roumains, hongrois, serbes, etc.), de telle ou telle partie de l'Europe orientale, résulte en réalité d'une définition produite par un modèle de catégorisation à la fois ethnique et politique qui s'étend en Europe après 1815, comme l'a mis en évidence Zoltan Barany (*The East European Gypsies. Regime Change, Marginality, and Ethnopolitics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002). Ces nouvelles formes d'assignations identitaires, caractéristiques de l'époque contemporaine, s'accroissent avec le renforcement des États-nations puis le démantèlement des empires centraux et de l'Empire ottoman au lendemain de la Première Guerre mondiale. Sous l'effet de ces changements majeurs suscités par une nouvelle administration territoriale des populations, la position des « Tsiganes » se transforme progressivement en une question d'ordre politique et la légitimité d'une position nationale de ces populations est questionnée dans l'ensemble des pays européens, comme cela ressort des recherches conduites par Iulia-Karin Patrut (*Phantasma Nation. "Zigeuner" und Juden als Grenzfiguren des "Deutschen" (1770-1920)*, Würzburg, Königshausen & Neumann, 2014) et de l'ouvrage qu'elle a dirigé avec Herbert Uerlings (*"Zigeuner" und Nation. Repräsentation, Inklusion, Exklusion*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2008).

À la suite des travaux pionniers de Leo Lucassen sur les Pays-Bas (“*En men noemde hen zigeuners*”. *De geschiedenis van Kaldarasch, Ursari, Lowara en Sinti in Nederland, 1750-1944*, Amsterdam, Stichting beheer IISG, 1990), un intérêt majeur a été porté aux nouvelles répartitions des sociétés romanes qui suivent la transformation des cadres économiques, le développement de l'économie agraire et manifestent à la fois une insertion régionale marquée et une spécialisation socio-économique. Des communautés se redéfinissent ainsi à l'intérieur de territoires de mobilités et d'échanges extrêmement délimités comme en France où coexistent, fait unique en Europe, les Gitans espagnols ou catalans, pour certains urbanisés, de Toulouse, Perpignan et Marseille, les Sinti d'origine piémontaise, alsacienne ou des pays de la Loire, installés dans l'ensemble du territoire, ou des groupes devenus totalement invisibles, comme les membres de la bourgeoisie urbaine des marchands de chevaux de Montpellier. Des formes de dissolution sont observées en effet en France, mais aussi en Italie, comme en témoigne l'étude de Stefania Pontrandolfo sur la communauté rom de Melfi en Basilicate (*La Dissolution identitaire d'une communauté rom. Ethnographie d'une disparition*, trad. C. Dubrigny-Saraceni, Paris, L'Harmattan, 2013).

Dans les autres pays d'Europe, une multitude de sous-groupes, de clans, de tribus se répartit selon une double appartenance fort malléable, à la fois géographique et professionnelle, dont certaines caractéristiques perdurent jusqu'aujourd'hui : les *Kalderash* chaudronniers, les *Lovara* maquignons, les *Tchourara* fabricants de tamis, les *Boiash* ou *Ursari* montreurs d'ours, les *Aurari* ou *Zlatari* orpailleurs, les *Sinti* piémontais circassiens. Cette diversité traduit une adaptation aux transformations des sociétés européennes, dans leur dimension rurale et urbaine, comme en témoignent les Tsiganes qui se spécialisent dans les métiers forains (chanteurs de rue, acrobates, musiciens, montreurs d'animaux) et itinérants (photographes, chiffonniers, repriseurs, rempailleurs, vanniers, ferrailleurs).

Le virage répressif observé à partir des années 1890 est au centre de nombreux travaux récents, qui montrent comment l'état de « Tsigane » est assimilé à celui de paria, confondu avec l'étranger, le vagabond ou le criminel, autant de figures négatives consolidées par les sciences normatives et positivistes. Autour des années 1900, l'opinion européenne se passionne pour le récit des pérégrinations de Tsiganes dits « orientaux », considérés comme exotiques, qui gagnent l'empire des Habsbourg, la Pologne, les pays scandinaves et l'Empire russe, que l'on retrouve en France et en Belgique mais aussi en Angleterre, dans les Amériques et même en Afrique du Sud ou en Australie, à travers des mobilités transcontinentales étudiées en particulier par Adèle Sutre dans « “They give a history of wandering over the world”. A Romani clan's transnational movement in the early 20th century » (*Quaderni Storici*, vol. 49, n° 2, 2014, p. 471-498). Alors que ces voyages témoignent d'une adaptation remarquable aux nouvelles circulations internationales, ils contribuent à renforcer l'image d'un « peuple de la frontière », instable et ingouvernable. Ces marques de rejet coïncident singulièrement avec l'avènement d'un courant porté par des érudits, des linguistes et des anthropologues, qui découvrent les sociétés romanes et en exaltent le mode de vie. Particulièrement développée en Grande-Bretagne, où est forgée la notion de *Gypsyess*, cette nouvelle mode inaugure la *tsiganologie*, qui peine toutefois à nuancer les idées communes (voir sur ce point David Mayall, *Gypsy identities, 1500-2000. From Egipcians and Moon-Men to the Ethnic Romany*, London, Routledge, 2004 ; Deborah Nord, *Gypsies & the British Imagination, 1870-1930*, New York, Columbia UP, 2006).

L'état actuel des recherches a mis en évidence la convergence des politiques publiques visant à exercer une surveillance des populations, contrôler leur mobilité et identifier nominativement les familles et les individus désignés comme *Nomades*, *Zigeuner*, *Zingari* ou

Gypsies, selon les pays. En se détachant des productions normatives, Jennifer Illuzzi a illustré récemment, suivant une approche comparative originale, les effets des réglementations sur les communautés situées en particulier aux marges de l'Italie et de l'Allemagne d'avant 1914 (*Gypsies in Germany and Italy, 1861-1914. Lives Outside the Law*, Basingstoke, Palgrave, 2014). L'entre-deux-guerres donne lieu à des formes de coopération binationales qui visent à restreindre la circulation des Tsiganes aux frontières et conduisent au renforcement de législations spécifiques. En 2015, Jan Alexander Brustad, Lars Lien et Maria Rosvoll ont montré dans "*Å bli dem kvit*". *Utviklingen av en "sigøynepolitikk" og utryddelsen av norske Rom* (Oslo, Senter for Studier av Holocaust og livssynsminoriteter), qui porte sur le destin de familles originaires de Norvège et circulant habituellement entre l'Europe du Nord et du Sud dans les années 1920 et 1930, les effets de cette radicalisation et le jeu produit par des expulsions répétées qui conduisent à une forme originale d'apatridie.

Situés aux marges du processus qui conduit à la nationalisation des sociétés européennes, les Tsiganes se trouvent exclus du régime conventionnel de la citoyenneté et des réglementations policières spécifiques leur sont appliquées : la loi française de 1912, instaurant un carnet anthropométrique pour tous les « nomades » résidant sur le territoire, incarne à l'extrême une volonté de contrôle et d'identification observable dans tous les pays d'Europe, avant et après la Première Guerre mondiale (Henriette Asséo, « L'invention des "nomades" en Europe au XX^e siècle et la nationalisation impossible des Tsiganes », in Gérard Noiriel dir., *L'Identification des personnes. Genèse d'un travail d'État*, Paris, Belin, 2007, p. 161-180). Un régime administratif d'exclusion conforte alors les préjugés, voire les encourage, et la presse à grand tirage devient le réceptacle de mythes et stéréotypes qui imprègnent durablement l'image des Tsiganes : les fantasmes du vol d'enfant, de la violence intrinsèque, de la saleté corroborent le mythe d'une impureté fondamentale. L'influence de la politique tsigane allemande fondée sur la raciologie s'étend dans la plupart des pays d'Europe ; dans la littérature juridique et criminologique des régimes autoritaires comme des régimes démocratiques, tout concourt à éradiquer la présence tsigane des territoires nationaux.

Persécutions et génocide : un nouveau cadre historiographique

Les études portant sur le sort des populations tsiganes d'Europe durant les années 1930 et 1940 se sont multipliées depuis le début des années 2010, et les recherches en cours permettent de rattraper les décennies de quasi oblitération d'un sujet laissé pour compte par les historiens de la Seconde Guerre mondiale. Depuis la parution, entre 1999 et 2007, des premiers ouvrages collectifs sur la question¹, un cadre plus précis et élargi à de nouvelles dimensions se dessine progressivement. Deux ouvrages récents, l'un édité par Anton Weiss-Wendt en 2013 (*The Nazi Genocide of the Roma : Reassessment and Commemoration*, London, Berghahn Books), et l'autre par Catherine Coquio et Jean-Luc Pouyeto en 2014 (*Roms, Tsiganes, Nomades : un malentendu européen*, Paris, Karthala), mettent en lumière le caractère paneuropéen des persécutions qui ont concerné les Tsiganes de tout le continent entre 1933 et 1945, et la grande diversité d'intensité de ces persécutions, à l'intérieur comme à l'extérieur du Grand Reich. En l'absence de véritable cadre analytique approfondi, il est

¹ Voir notamment Karol Fings, Herbert Heuß, Frank Sparing, Frank dir., *The Gypsies during the Second World War. 1, From the "Race Science" to the Camps*, Paris, Hatfield, Centre de recherches tsiganes, University of Hertfordshire, 1999 ; Donald Kenrick dir., *The Gypsies during the Second World War. 2, In the shadow of the swastika*, Paris, Hatfield, Centre de recherches tsiganes, University of Hertfordshire, 1999 ; Donald Kenrick dir., *The Gypsies during the Second World War. 3, The Final Chapter*, Paris, Hatfield, Centre de recherches tsiganes, University of Hertfordshire, 2006 ; Michael Zimmermann dir., *Zwischen Erziehung und Vernichtung. Zigeunerpolitik und Zigeunerforschung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2007.

encore difficile de percevoir l'ensemble des dynamiques à l'œuvre, mais plusieurs processus juxtaposés apparaissent :

- l'internement de groupes familiaux définis sur un principe racial en Allemagne dès 1933, ou un principe administratif en France et en Italie, à partir de 1940. Ce dispositif hétérogène qui croise la maîtrise des circulations itinérantes, la ségrégation ethnique et la répression des catégories de l'asocialité se décline suivant une infinité de modalités, des structures les plus provisoires aux camps organisés. Sa longévité (il précède l'entrée en guerre et se prolonge au-delà de la guerre, les derniers camps d'internement en France étant démantelés en 1946) indique aussi un élément caractéristique qui ne se limite pas aux trois espaces mentionnés : dans le Reich en expansion après 1938 et dans l'Europe en guerre après 1940, sur la base de mesures spécifiques dont l'origine remonte parfois aux années 1900, les autorités locales et régionales prennent l'initiative de multiples solutions d'isolement dont l'histoire reste à écrire. L'internement des Tsiganes dans des camps spécifiques, des prisons, des résidences surveillées, des dépôts ou des camps de transit est repéré à de multiples reprises et dans de nombreux espaces de l'Europe en guerre, sans qu'une vision panoramique de ce phénomène se dégage pour l'instant.

- la concentration apparaît aussi comme un processus à part. Il concerne à la fois la déportation dans les camps du système concentrationnaire et dans des camps dédiés hors du Reich, comme celui de Jasenovac en Croatie, ou à l'intérieur comme ceux de Lackenbach en Autriche et Lety en Bohême du Sud (République tchèque). Très peu d'études ont été consacrées à l'histoire des Tsiganes déportés dans les camps du réseau concentrationnaire pour fait de résistance, à la suite de rafles ou des déplacements vers l'Ouest à la fin de la guerre. Des travaux en cours relèvent la présence dans tous les camps du système (Buchenwald, Mauthausen, Sachsenhausen, en particulier) de groupes tziganes clairement identifiés, et relèvent les conditions spécifiques de groupes qui bénéficient parfois d'une solidarité remarquable ou, au contraire, souffrent d'une position subalterne à l'intérieur du camp.

- les déportations vers les centres de mise à mort (Auschwitz-Birkenau en particulier) sont mieux connues depuis les travaux pionniers de Waław Długoborski (Waław Długoborski dir., *Sinti und Roma im KL Auschwitz-Birkenau 1943-44. Vor dem Hintergrund ihrer Verfolgung unter der Nazierrschaft*, Oswiecim, Verlag Staatliches Museum Auschwitz-Birkenau, 1998), même si aucune monographie de grande ampleur n'a été consacrée à l'histoire du *Zigeunerlager* de Birkenau, et si les déportations vers les autres centres de mise à mort, durant l'Aktion Reinhard notamment, demeurent presque totalement méconnues. L'histoire d'une déportation spécifique des Tsiganes roumains vers la Transnistrie (actuelle Ukraine), dont l'étude a été initiée par Viorel Achim et Brigitte Mihok, présente un cas spécifique de déplacements forcés destinés à l'annihilation complète des Tsiganes d'un pays, sous l'autorité complète des autorités roumaines satellites du régime d'Antonescu².

- l'étude des massacres de Tsiganes permet aussi d'observer la superposition des responsabilités : en Roumanie du fait de la police roumaine, en Croatie du fait des polices du régime oustachi, en Pologne du fait de la Wehrmacht, et dans tous l'Est européen suivant

² Voir Mariana Hausleitner, Brigitte Mihok, Juliane Wetzel dir., *Rumänien und der Holocaust. Zu den Massenverbrechen in Transnistrien 1941-1944*, Berlin, Metropol, 2001 ; Vladimir Solonari, *Purifying the nation. Population exchange and ethnic cleansing in Nazi-allied Romania*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2010.

l'action de *Einsatzgruppen*, troupes spéciales, rattachées à la Wehrmacht. Les Tsiganes furent concernés par ces massacres de manière à la fois distincte ou conjointe des exécutions opérées contre les populations juives. La reconstitution récente des modes opératoires et la description chronologique de ces actions par Martin Holler, Mikhail Tyaglyy ou Anton Weiss-Wendt³ permet d'observer qu'elles supposaient l'éradication non seulement des populations juives et des cadres politiques soviétiques, mais aussi de toutes les familles tsiganes.

Comme le notent Catherine Coquio et Jean-Luc Pouyeto en introduction de leur ouvrage, « les hésitations et les incohérences doctrinales des nazis en matière de “race aryenne” et de “métissage” tsigane, ainsi que les diverses politiques menées dans les pays annexés ou occupés, font que chaque région d'Europe a représenté un cas différent, nécessitant un décryptage documentaire circonstancié ainsi qu'un recours aux témoignages » (p. 20). Les auteurs soulignent ainsi les efforts entrepris pour réparer une histoire encore extrêmement lacunaire et insistent sur la valeur des apports récents de l'historiographie : reconstruire les conditions du démantèlement et de l'annihilation des communautés tsiganes durant la Seconde Guerre mondiale revient en effet à croiser les multiples politiques nationales élaborées avant guerre et la diversité de mondes disparus, dont les témoins n'ont été interrogés que partiellement et très tardivement.

La « catastrophe invisible⁴ » évoquée par Michael Stewart ne résulte pas seulement d'une oblitération de cette mémoire, ou du déni orchestré parfois par les acteurs mêmes des politiques répressives, dans l'après-guerre : elle est aussi celle d'une histoire de l'Europe qui s'est écrite encore récemment sans prendre en compte, à sa mesure, la présence de ces multiples communautés dont le destin est inscrit dans la formation historique de l'Europe⁵. La population tsigane d'Europe, estimée entre 7 et 10 millions d'individus au début des années 2010, ne peut être réduite ainsi à quelques définitions générales : sa diversité, héritée d'une histoire à la fois méditerranéenne et européenne, locale et globale, démontre l'inconsistance des approches réductionnistes ou essentialistes qui, régulièrement, tentent de la circoncrire.

Publié dans laviedesidees.fr, le 13 juillet 2015

© laviedesidees.fr

³ Anton Weiss-Wendt, « Extermination of the Gypsies in Estonia during World War II: Popular Images and Official Policies », *Holocaust and Genocide Studies*, vol. 17, n° 1, 2003, p. 31-61 ; Martin Holler, *Der nationalsozialistische Völkermord an den Roma in der besetzten Sowjetunion (1941-1944)*, Heidelberg, Dokumentations- und Kulturzentrum Deutscher Sinti und Roma, 2009 ; Mikhail Tyaglyy dir., *Persecution and Mass Murder of the Roma in Ukraine during the World War II: Collection of Documents, Testimonies and Related Materials*, Kyiv, Ukrainian Center for Holocaust Studies, 2013.

⁴ Michael Stewart, « The “Gypsy Problem”: an invisible genocide », in René Lemarchand dir., *Forgotten Genocides. Oblivion, Denial, and Memory*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2011, p. 137-156.

⁵ Voir Michael Stewart, Patrick Williams dir., *Des Tsiganes en Europe*, Paris, Éditions de la MSH, 2011 ; Leonardo Piasere, *Roms. Une Histoire européenne* [1^{ère} éd. 2004], trad. V. Dutaut, Bayard, Paris, 2011.